

Texte n°01

La guerre d'Algérie a commencé à Sétif

Le 8 mai 1945, tandis que la France fêtait la victoire, son armée massacrait des milliers d'Algériens à Sétif et à Guelma. Ce traumatisme radicalisera irréversiblement le mouvement national.

Désignées par euphémisme sous l'appellation d'«événements» ou de «troubles du Nord constantinois», les massacres du 8 mai 1945 dans les régions de Sétif et de Guelma sont considérés rétrospectivement comme le début de la guerre algérienne d'indépendance. Cet épisode appartient aux lignes de clivage liées à la conquête coloniale.

La vie politique de l'Algérie, plus distincte de celle de la France au fur et à mesure que s'affirme un mouvement national, a été dominée par les déchirements résultant de cette situation. Chaque fois que Paris s'est trouvé engagé dans une guerre, en 1871, en 1914 et en 1940, l'espoir de mettre à profit la conjoncture pour réformer le système colonial ou libérer l'Algérie s'est emparé des militants. Si, en 1871 en Kabylie et dans l'Est algérien et en 1916 dans les Aurès, l'insurrection était au programme, il n'en allait pas de même en mai 1945. Cette idée a sans doute agité les esprits, mais aucune preuve n'a pu en être avancée, malgré certaines allégations.

La défaite de la France en juin 1940 a modifié les données du conflit entre la colonisation et les nationalistes algériens. Le monde colonial, qui s'était senti menacé par le Front populaire – lequel avait pourtant, sous sa pression, renoncé à ses projets sur l'Algérie –, accueille avec enthousiasme le pétainisme, et avec lui le sort fait aux juifs, aux francs-maçons et aux communistes.

Avec le débarquement américain, le climat se modifie. Les nationalistes prennent au mot l'idéologie anticolonialiste de la Charte de l'Atlantique (12 août 1942) et s'efforcent de dépasser leurs divergences. Le courant assimilationniste se désagrège. Aux partisans d'un soutien inconditionnel à l'effort de guerre allié, rassemblés autour du Parti communiste algérien et des «Amis de la démocratie», s'opposent tous ceux qui, tel le chef charismatique du Parti du peuple algérien (PPA), Messali Hadj, ne sont pas prêts à sacrifier les intérêts de l'Algérie colonisée sur l'autel de la lutte antifasciste.

Vient se joindre à eux un des représentants les plus prestigieux de la scène politique : Ferhat Abbas. L'homme qui, en 1936, considérait la patrie algérienne comme un mythe se prononce pour «une République autonome fédérée à une République française rénovée, anticoloniale et anti-impérialiste», tout en affirmant ne rien renier de sa culture française et occidentale. Avant d'en arriver là, Ferhat Abbas avait envoyé aux autorités françaises, depuis l'accession au pouvoir de Pétain, des mémorandums qui restèrent sans réponse. En désespoir de cause, il transmet aux Américains un texte signé par 28 élus et conseillers financiers, qui devient le 10 février 1943, avec le soutien du PPA et des oulémas, le Manifeste du peuple algérien.

Alors, l'histoire s'accélère. Les gouvernants français continuent à se méprendre sur leur capacité à maîtriser l'évolution. De Gaulle n'a pas compris l'authenticité des poussées nationalistes dans les colonies. Contrairement à ce qui a été dit, son discours de Brazzaville, le 30 janvier 1944, n'annonce aucune politique d'émancipation, d'autonomie (même interne). « Cette incompréhension se manifeste au grand jour avec l'ordonnance du 7 mars 1944 qui, reprenant le projet Blum-Violette de 1936, accorde la citoyenneté française à 65 000 personnes environ et porte à deux cinquièmes la proportion des Algériens dans les assemblées locales », écrit Pierre Mendès France à André Nouschi (1). Trop peu et trop tard : ces miniréformes ne touchent ni à la domination française ni à la prépondérance des colons, et l'on reste toujours dans une logique où c'est la France qui accorde des droits...

L'ouverture de vraies discussions avec les nationalistes s'imposait. Mais Paris ne les considère pas comme des interlocuteurs. Leur riposte à l'ordonnance du 7 mars intervient le 14 : à la suite d'échanges de vues entre Messali Hadj pour les indépendantistes du PPA, Cheikh Bachir El Ibrahimy pour les oulémas et Ferhat Abbas pour les autonomistes, l'unité des nationalistes se réalise au sein d'un nouveau mouvement, les Amis du Manifeste et de la liberté (AML). Le PPA s'y intègre en gardant son autonomie. Plus rompus aux techniques de la politique moderne et à l'instrumentalisation de l'imaginaire islamique, ses militants orientent leur action vers une délégitimation du pouvoir colonial. La jeunesse urbaine leur emboîte le pas. Partout, les signes de désobéissance se multiplient. Les antagonismes se durcissent. La colonie européenne et les juifs autochtones prennent peur et s'agitent.

Au mois de mai 1945, lors du congrès des AML, les élites plébéiennes du PPA affirmeront leur suprématie. Le programme initial convenu entre les chefs de file du nationalisme – la revendication d'un Etat autonome fédéré à la France – sera rangé au magasin des accessoires. La majorité optera pour un Etat séparé de la France et uni aux autres pays du Maghreb et proclamera Messali Hadj « leader incontesté du peuple algérien ». L'administration s'affolera et fera pression sur Ferhat Abbas pour qu'il se dissocie de ses partenaires.

Cette confrontation s'était préparée dès avril. Les dirigeants du PPA – et plus précisément les activistes, avec à leur tête le Dr Mohamed Lamine Debaghine – sont séduits par la perspective d'une insurrection, espérant que le réveil du millénarisme et l'appel au djihad favoriseront le succès de leur entreprise. Mais leur projet irréaliste avorte. Dans le camp colonial, où l'on craint de voir les Algériens rejeter les « Européens » à la mer, le complot mis au point par la haute administration, à l'instigation de Pierre-René Gazagne, haut fonctionnaire du Gouvernement général, pour décapiter les AML et le PPA prend jour après jour de la consistance.

L'enlèvement de Messali Hadj et sa déportation à Brazzaville, le 25 avril 1945, après les incidents de Reibell, où il est assigné à résidence, préparent l'incendie. La crainte d'une intervention américaine à la faveur de démonstrations de force nationalistes hantait certains, dont l'islamologue Augustin Berque (2). Exaspéré par le coup de force contre son leader, le PPA fait de la libération de Messali Hadj un objectif majeur et décide de défiler à part le 1er mai, avec ses propres mots d'ordre, ceux de la CGT et des PC français et algérien restant muets sur la question nationale. A Oran et à Alger, la police et des Européens tirent sur le cortège nationaliste. Il y a des morts, des blessés, de nombreuses arrestations, mais la mobilisation continue.

Le 8 mai, le Nord constantinois, délimité par les villes de Bougie, Sétif, Bône et Souk-Ahras et quadrillé par l'armée, s'apprête, à l'appel des AML et du PPA, à célébrer la victoire des alliés. Les consignes sont claires : rappeler à la France et à ses alliés les revendications nationalistes, et ce par des manifestations pacifiques. Aucun ordre n'avait été donné en vue d'une insurrection. On ne comprendrait pas sans cela la limitation des événements aux régions de Sétif et de Guelma. Dès lors, pourquoi les émeutes et pourquoi les massacres ?

La guerre a indéniablement suscité des espoirs dans le renversement de l'ordre colonial. L'évolution internationale les conforte. Les nationalistes, PPA en tête, cherchent à précipiter les événements. De la dénonciation de la misère et de la corruption à la défense de l'islam, tout est mis en œuvre pour

mobiliser. «Le seul môle commun à toutes les couches sociales reste (...) le djihad, compris comme arme de guerre civile plus que religieuse. Ce cri provoque une terreur sacrée qui se mue en énergie guerrière», écrit l'historienne Annie Rey-Goldzeiguer (3). La maturité politique n'était pas au rendez-vous chez les ruraux, qui ne suivaient que leurs impulsions.

Chez les Européens, une peur réelle succède à l'angoisse diffuse. Malgré les changements, l'égalité avec les Algériens leur reste insupportable. Il leur faut coûte que coûte écarter cette alternative. Même la pâle menace de l'ordonnance du 7 mars 1944 les effraie. Leur seule réponse, c'est l'appel à la constitution de milices et à la répression. Ils trouvent une écoute chez Pierre-René Gazagne, chez le préfet de Constantine Lestrade Carbonnel et le sous-préfet de Guelma André Achiary, qui s'assignent pour but de «crever l'abcès».

A Sétif, la violence commence lorsque les policiers veulent se saisir du drapeau du PPA, devenu depuis le drapeau algérien, et des banderoles réclamant la libération de Messali Hadj et l'indépendance. Elle s'étend au monde rural, où l'on assiste à une levée en masse des tribus. A Guelma, les arrestations et l'action des milices déclenchent les événements, incitant à la vengeance contre les colons des environs. Les civils européens et la police se livrent à des exécutions massives et à des représailles collectives. Pour empêcher toute enquête, ils rouvrent les charniers et incinèrent les cadavres dans les fours à chaux d'Héliopolis. Quant à l'armée, son action a fait dire à un spécialiste, Jean-Charles Jauffret, que son intervention «se rapproche plus des opérations de guerre en Europe que des guerres coloniales traditionnelles (4) ». Dans la région de Bougie, 15 000 femmes et enfants doivent s'agenouiller avant d'assister à une prise d'armes.

Le bilan des «événements» prête d'autant plus à contestation que le gouvernement français a mis un terme à la commission d'enquête présidée par le général Tubert et accordé l'impunité aux tueurs. Si on connaît le chiffre des victimes européennes, celui des victimes algériennes recèle bien des zones d'ombre. Les historiens algériens (5) continuent légitimement à polémiquer sur leur nombre. Les données fournies par les autorités françaises n'entraînent pas l'adhésion. En attendant des recherches impartiales (6), convenons avec Annie Rey-Goldzeiguer que, pour les 102 morts européens, il y eut des milliers de morts algériens.

Les conséquences du séisme sont multiples. Le compromis tant recherché entre le peuple algérien et la colonie européenne apparaît désormais comme un vœu pieux.

En France, les forces politiques issues de la Résistance se laissent investir par le parti colonial. «Je vous ai donné la paix pour dix ans ; si la France ne fait rien, tout recommencera en pire et probablement de façon irrémédiable», avait averti le général Duval, maître d'œuvre de la répression. Le PCF – qui a qualifié les chefs nationalistes de «provocateurs à gages hitlériens» et demandé que «les meneurs soient passés par les armes» – sera, malgré son revirement ultérieur et sa lutte pour l'amnistie, considéré comme favorable à la colonisation. En Algérie, après la dissolution des AML le 14 mai, les autonomistes et les oulémas accusent le PPA d'avoir joué les apprentis sorciers et mettent fin à l'union du camp nationaliste. Les activistes du PPA imposent à leurs dirigeants la création d'une organisation paramilitaire à l'échelle nationale. Le 1er novembre 1954, on les retrouvera à la tête d'un Front de libération nationale. La guerre d'Algérie a bel et bien commencé à Sétif le 8 mai 1945.

*MOHAMMED HARBI ; Benjamin Stora
La Guerre d'Algérie 1954, la fin de l'amnésie,
Robert Laffont, Paris, 2004.*